

DIAGNOSTIC D'UNE ANCIENNE ZONE PIONNIERE DE L'ECONOMIE DE PLANTATION : LE DEPARTEMENT DE BOCANDA

Aloko N'guessan Jérôme, Prof.

Directeur de recherche à l'université Félix Houphouët Boigny,
Abidjan, Côte d'Ivoire

Kouassi Yao Frédéric

Doctorant à l'université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire

Abstract

In Ivory –cost, up to 53% of the population live in rural areas. The development of rural areas is perceived as one of the strategic main lines of the economic, social and cultural development of the country. The different quinquennial (five years) plans present rural areas and agriculture as the engine of the economy. That will was the expression of several agricultural product development companies' creation. This sectorial monitoring system has crumble under the yoke of structural adjustment programs. Today, there is no more than one monitoring structure (ANADER), a main agricultural research structure (CNRA). ANADER, conceived to take over the remit and missions, of the structures which have died out, was mainly aimed at promoting rural world through innovative agriculture and modern farmers. But after more than half a century of independence, the struggle is more than piquing; rural areas are the poorest. Peasants, main actors of economic increase, live in such a destitution that impedes the catch of any glimpse of hope.

To highlight those difficulties so as to propose appropriate solutions, we made the choice of a department which epitomizes most of the problems of rural areas in Ivory-Cost. The department of Bocanda in the N'Zi region, capital region of the cocoa belt is the perfect example of departments in crisis. A multifaceted crisis in which, monitoring, which finds it hard to produce perceptible results, is drowned. Monitoring comes up against illiteracy thus impeding peasant to appropriate farming techniques, the outcomes of scientific research and the change of mentality which is essential today. As for climate factors' being an inexorable determinism for peasants as well as for ANADER, no solution is suggested to peasants. Good

harvests are rather a matter of chance. Moreover, the difficulties are of an institutional nature. There is not an appropriate coordination between the structures which have the same object.

We rather witness a muffled and sterilizing competition. The government does not give those structures the means up to the challenges they have to face.

A revision of means, strategies and aims is necessary to relieve peasants from their great and hopeless suffering.

Keywords: Rural, Monitoring, Emigration, Agriculture, Peasant, ANADER (National Rural help and development Agency)

Résumé :

Malgré une urbanisation accélérée, plus de la moitié de la population ivoirienne (53%) vit en milieu rural. C'est dans cet espace que la misère se voit sous sa forme la plus effroyable. Bocanda a servi de cadre d'analyse des difficultés que rencontrent les villages dont les populations sont contraintes à l'émigration. Le diagnostic du milieu a mis en évidence quelques problèmes communs à tous les villages concernés par l'émigration (déterminisme climatique, émigration ou immigration, problèmes économiques dus à la sous exploitation des sols...). Et tous ces problèmes ont une nette répercussion sur l'encadrement des paysans. La volonté de l'Etat d'améliorer les conditions de vie des paysans est certes indéniable, mais cette volonté se heurte à l'analphabétisme qui empêche les paysans de s'approprier les techniques culturales, les résultats de la recherche scientifique et le changement de mentalité qui s'impose aujourd'hui. Les facteurs climatiques constituent pour les paysans et même les structures chargées de l'encadrement un déterminisme inexorable ; aucune solution n'est proposée aux paysans. On note par ailleurs des difficultés institutionnelles ; il n'y a pas de coordination adéquate entre structures ayant le même objet. On assiste plutôt à une concurrence feutrée et stérilisante. Par ailleurs, les moyens que l'Etat octroie à ces structures est largement insuffisants au regard des défis qui restent à relever. Une révision des moyens, des stratégies, et des objectifs s'impose pour faire sortir les paysans de l'extrême pauvreté comme on le constate dans le département de Bocanda. .

Mots –clés: Rural, Encadrement, Emigration, Agriculture, Paysan, ANADER (Agence Nationale d'Appui au Développement Rural)

Introduction

Le présent article est une partie de la thématique que nous traitons à travers la thèse unique de doctorat. Il s'agit des questions relatives au

développement du monde rural. Les activités économiques du milieu rural sont le fondement de l'économie ivoirienne. C'est pourquoi les plans de développement présentent le monde rural et l'agriculture comme l'axe stratégique de développement économique, social et culturel. Cela s'est traduit dans les faits par la création de plusieurs sociétés de développement des produits agricoles. Ce système d'encadrement sectoriel s'est effrité sous le joug des programmes d'ajustement structurel. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'une seule structure d'encadrement des paysans (ANADER créée en 1992). Après plus de vingt ans d'existence de l'ANADER, les zones rurales demeurent les plus pauvres et les paysans, principaux acteurs de la croissance économique vivent dans un dénuement qui ne laisse entrevoir aucun espoir.

Cette contribution vise à relever les difficultés d'un département qui est passé d'une économie florissante à une économie en déclin en mettant en évidence le processus qui a abouti à la situation de crise actuelle.

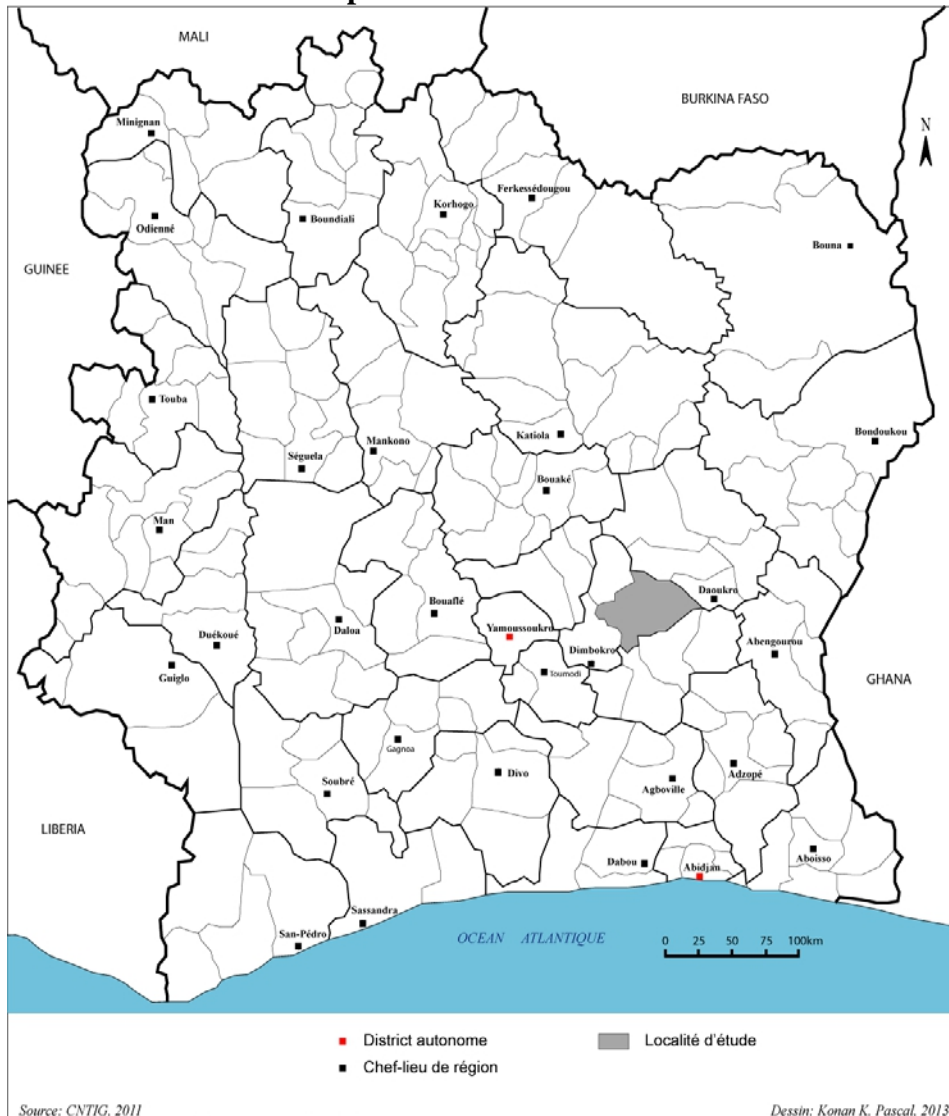
Notre intervention s'appuie sur l'exploitation de l'abondante littérature sur le développement rural et les résultats de nos enquêtes effectuées auprès des paysans ainsi que les structures chargées de l'encadrement.

Un premier chapitre est d'abord consacré aux difficultés que vivent les populations de Bocanda. En suite un second traite de la question fondamentale de l'encadrement des paysans. Enfin le chapitre trois fait quelques suggestions pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

I/ : Bocanda, un département face à une crise multiforme.

Bocanda est un département situé au centre de la Côte d'Ivoire. Il forme avec Dimbokro et Kouassikouassikro les trois départements de la Région du N'zi

Carte de la situation du département de Bocanda dans la Côte d'Ivoire.



Autrefois prospère grâce à la culture du café et du cacao, Bocanda vit aujourd’hui une crise multiforme : un milieu naturel en constante dégradation, une population gagnée par l’émigration, une agriculture marchande inexistante, bref, les difficultés auxquelles les villageois sont confrontés sont si nombreuses et si variées que les structures créées par l’Etat et les décisions prises depuis les bureaux feutrés des ministères n’arrivent pas toujours à circonscrire. A titre d’illustration, depuis la fin des années 1970, Bocanda a été déclaré zone sinistrée. Pourtant, aucune mesure spéciale de l’Etat n’est prévue pour donner à ce département un regain de vitalité économique. Les populations abandonnées à elles-mêmes ont porté leur

choix sur l'émigration comme une réponse à cette paupérisation croissante. Mais l'émigration a plutôt engendré l'effet contraire, elle a accentué la pauvreté à travers la sous exploitation du milieu naturel qui offre tout de même quelques opportunités de richesse.

I-1: Un milieu naturel en constante dégradation

Bocanda est une zone de transition entre la savane et la forêt .Mais une grande partie de son territoire se développe sur la savane arborée. Le relief est très peu accidenté. Il présente des ondulations aux pentes douces et aux versants étirés. Etant donné l'uniformité de la roche mère, les sols sont assez peu variés. On y trouve des sols faiblement ferrallitiques sur granites et schistes (Benveniste 1973).

La pluviométrie n'y est plus tout à fait suffisante pour porter une végétation et des cultures du milieu tropical humide. Situé au contact de la savane et de la forêt, la zone de Bocanda était déjà d'un équilibre végétal très fragile. Cet équilibre à très vite été remis en cause par un système d'exploitation extensif sur brûlis. On peut cependant trouver encore quelques lambeaux de forêt plus ou moins dégradés. L'essentiel du département se développe aujourd'hui sur une savane arbustive. Cette savane n'est pas uniquement d'origine climatique ; sans les feux de brousses qui contribuent à son maintien, elle pouvait se constituer en forêt sèche (Benveniste 1973).

La savane de Bocanda témoigne alors d'un paléoclimat plus sec que le climat actuel. La permanence d'une végétation de savane a maintenu un régime climatique aux nuances sèches marquées. Le régime climatique est un régime à quatre saisons :

- une petite saison sèche en Août. Avec les variations climatiques constatées ces dernières années, cette petite saison sèche devient relative plus longue et plus sèche ; Non seulement les pluies sont rares et la saison commence précocement en juillet.

- Une petite saison des pluies qui débute en Septembre et prend fin en Novembre.

- La grande saison des pluies part de Mars à juin ou Juillet.

- La grande saison sèche s'étend de Décembre à Février.

Ce régime très marqué par les variations climatiques entretient une savane de plus en plus sèche avec des galeries forestières dans les bas-fonds où les sols retiennent l'eau.

L'économie de plantation a contribué à dégrader d'avantage la végétation.

L'équilibre entre l'homme et son milieu naturel est mis à mal ; c'est à la nature en effet que les hommes s'adressaient pour s'offrir tous les biens vitaux. Le chiendent (petit herbe à rhizome) servait par exemple à faire les toits des cases. Cette herbe est en voie de disparition.



Photo 1 : Herbe servant à faire les toits des cases rurales (le chiendent)

Le village originel n'avait que ces espèces d'herbe pour faire le toit des cases en milieu rural. En arrière plan, on peut observer des cases coiffées de cette herbe séchée et enroulée sous une forme conique déposée au premier plan de la photographie.

Les populations qui n'ont pas suffisamment de moyens financiers pour se construire des maisons modernes ont aujourd'hui de la peine à avoir du chiendent pour leurs cases. La végétation de Bocanda est maintenant faite d'un mélange assez confus d'herbes et d'arbustes envahissant (*chromolena adorata*).

La crise que connaît le département de Bocanda est donc avant tout écologique.

Par ailleurs, le département manque d'eau pour la consommation humaine. Même si le manque d'eau est l'une des caractéristiques de ce département, il s'est accentué avec les variations climatiques. Les eaux souterraines sont devenues plus difficiles à capter pour des raisons géologiques ; les couches de schistes de formation barrémiennes redressées à la verticale empêchent la formation de nappe phréatique à faible profondeur (Benveniste 1973).

Les marigots et les puits tarissent en saison sèche. Malgré l'existence du fleuve N'zi, Bocanda manque d'eau et surtout en saison sèche et les pompes villageoises à motricité humaine n'arrivent pas à combler les besoins en eau. C'est un spectacle toujours désolent et maintenant familier

que de voir les femmes très tôt le matin parcourir des kilomètres pour trouver un point d'eau qu'elles partagent d'ailleurs avec les animaux sauvages et les reptiles de toute nature.

Ainsi la crise du milieu rural à Bocanda procède tout d'abord de la rupture de l'équilibre entre l'homme et son milieu naturel. La nature ne parvient plus à procurer aux hommes, l'essentiel de leurs besoins ; à la faiblesse et à l'irrégularité des pluies, il faut ajouter la chaleur torride des saisons sèches engendrant famine et manque d'eau. Après plusieurs défrichements successifs et les feux de brousse, les sols se sont appauvris et la végétation s'est dégradée. Les possibilités de création de plantations se sont également amoindries. La majeure partie des villages de la Côte d'Ivoire connaît des problèmes similaires. Les premiers fronts pionniers (Oumé, Sinfra, Saïoua, Tiassalé...) en sont une parfaite illustration. L'introduction de l'anacardier annonce de nouvelles perspectives économiques dans ce département.

Dans cette lutte des populations pour s'adapter aux nouvelles conditions que leur impose la nature, on remarque une absence préjudiciable des structures de l'Etat pour la prise en compte des spécificités de ce département.

Pourtant, un encadrement des paysans leur offrirait une bonne adaptation des cultures et leurs calendriers culturels aux variations climatiques. En milieu rural, très peu d'attention est accordée à l'environnement ; les feux de brousse, les défrichements abusifs et les modes d'exploitations sont un danger permanent.

La crise que vit Bocanda a aussi une forme démographique.

I-2 La population de Bocanda et le recours à l'émigration comme réponse à la pauvreté

Le département de Bocanda compte 136 villages repartis en 12 tribus.

Les autochtones sont les Baoulés Agba. L'histoire raconte que c'était les braves guerriers installés à la limite pour servir de remparts contre les ennemis.

Le trône des tribus se trouve tantôt à Koliakro tantôt à Bengassou et se transmet d'oncle à neveu respectant ainsi la succession matrilineaire qui fait la caractéristique du grand groupe Baoulé.

A l'instar de la quasi-totalité des peuples traditionnels de la Côte d'Ivoire, ce peuple a pour activité principale l'agriculture. Il est en perpétuel déplacement à la recherche de bonnes terres de culture. Mais le mouvement le plus spectaculaire est sans aucun doute celui qui fait suite à l'introduction de l'agriculture de plantation par le colonisateur européen. Le café est introduit en Côte d'Ivoire en 1881. Quand au cacao, il fit son apparition en 1895 et prit son essor à partir de 1908 sous l'impulsion du gouverneur

Angoulvant. Depuis cette date, le café et le cacao ont influencé la démographie du Centre de la Côte d'Ivoire. Les départements du Centre ivoirien constituent le bassin de l'émigration à destination rural. Bocanda est l'un de ses départements marqués par une forte émigration. Il fait partie de ces départements dont le destin est intimement lié à la conjoncture économique. Jusqu'aux années 1970, on assista à une explosion démographique ; la chute de l'économie de plantation entraîna une stagnation puis une décroissance de la population. Dans le mouvement général de l'émigration des populations du Centre de la Côte d'Ivoire vers les zones forestières, le département de Bocanda n'a participé que plus tard ; cette partie du pays faisait partie de l'ex boucle du cacao. Une zone autrefois prospère grâce à la culture du café et du cacao. C'est à partir de 1970 que va véritablement s'accroître l'émigration dans cet espace. Il existe donc trois étapes dans l'évolution de cette population.

La première étape est marquée par une forte croissance démographique jusqu'en 1970. Les statistiques concernant le département datant de 1955, les données que nous présentons ont pour point de départ 1955. Le taux d'accroissement moyen annuel de la population entre 1955 et 1965 s'élevait à 2,29%.

La densité était de 16,66 h/km². C'était l'une des densités les plus élevées du pays à cette époque. Dans l'ensemble de l'ex boucle du cacao, la densité d'occupation de Bocanda venait en deuxième position après celle de Bongouanou (19,5 h/km²). Cette évolution générale est toute fois menacée par le lieu de résidence (milieu rural ou urbain).

-Evolution de la population selon le lieu de résidence.

On constate une croissance urbaine plus importante que celle du milieu rural bien que l'activité majeure sous-tendant l'embellie économique et qui engendre l'explosion démographique soit l'agriculture de plantation.

En Côte d'Ivoire, c'est la dynamique des activités économiques du milieu rural qui induit la croissance économique urbaine de sorte que les villes les plus dynamiques se situent dans les zones de production de café et du cacao ; c'est par exemple le cas de Soubré, Gagnoa, San Pedro, Sassandra...

Pendant la période faste de la boucle du cacao, la ville de Bocanda a connu une forte croissance démographique ; de 1955 à 1965 le taux d'accroissement moyen annuel urbain était de 5,29% pendant qu'en milieu rural le taux était de 3,5%. Cela signifie que le milieu rural tire très peu profit du café et du cacao. Cette observation se confirme sur l'ensemble du territoire ivoirien ; la pauvreté est plus accentuée dans les zones rurales que dans les centres urbains.

A l'analyse, on constate que l'embellie économique a engendré une situation paradoxale dans l'ex boucle du cacao ; L'exode rural s'est accentué.

Les populations, notamment les jeunes ont préférés les villes aux villages. Les zones rurales se sont vidées de leurs populations alors qu'avec l'importance de la production agricole, les villages auraient pu être des espaces attrayants pour les jeunes. A Dimbokro (capitale régionale l'ex boucle du cacao) la croissance démographique urbaine atteignait 7,56% pendant que sont arrière pays rural accusait un déficit important (-0,42 %). Cela met en exergue la tendance constante des paysans à s'installer en ville lorsque les moyens financiers le leur permettent. L'agriculture a toujours été considérée comme une activité salissante et peu valorisante. Chaque fois qu'un paysan a un revenu relativement élevé, il préfère la ville. La ville est le cadre de vie idéal dans l'imagerie populaire. D' ailleurs, dans la langue local, la ville c'est (Bloufouèklo) signifiant le village du "Blanc" ; le colon qui a tant marqué les populations indigènes. Quand on est riche, il est évident qu'on s'installe en ville pour mener une vie de "Blanc" et marquer sa nouvelle classe sociale qui doit être différente de celle qui se voit dans les villages, d'où la ruée vers les villes. Pour les jeunes, les emplois urbains apparaissent plus valorisants et mieux rémunérés ; tous veulent être des citadins et avoir un travail moins salissant.

L'agriculture de plantation introduite par le colon a ainsi rompu l'équilibre social et démographique du département. Une nouvelle ère s'ouvre ; l'ère de l'émigration basée sur la recherche de l'argent. Désormais les us et coutumes font place à la dignité que procure l'argent.

La deuxième étape est marquée par l'émigration des populations engendrant une crise démographique.

La chute de l'évolution démographique s'est faite de manière presque parallèle à l'effondrement de l'économie cacaoyère suite à l'épuisement des sols à partir de 1970. De manière générale, la croissance démographique entre 1975 et 1988 est négative. Le taux d'accroissement moyen annuel entre 1975 et 1988 était de -2,28% à Bocanda. La densité qui était de 36 h/km² en 1975 est passée à 25 h/km² en 1988. Cela est la conséquence logique des vagues d'émigrants en provenance de Bocanda qui ont envahi le Centre-ouest (Daloa, Buyo, Issia, Bouaflé, Soubré) de la Côte d'Ivoire.

En 1971, le nombre de Baoulé dans le Sud-ouest et Centre-ouest était de 11707 et en 1975, le nombre est passé à 28159 soit un taux d'accroissement de 240,59%. A cette date, le taux d'accroissement dans le département de Bocanda d'abord très lent, est passé à environ 60%. On peut observer deux phases dans le mouvement de départ des populations de Bocanda :

- Le peuple Agba, s'inspirant du colon, premier planteur auprès de qui il à été forcé à faire ses premiers pas ou son apprentissage, a d'abord cherché des terres cultivables dans son immédiat voisinage. Ce sont des localités où se trouvaient des populations de la même ethnie ou les Agni (une

ethnie très voisine). Les populations de Bocanda se sont tournées en particulier vers Daoukro, localité située à l'Est. Elles ont contribué à accélérer la croissance démographique de cette localité. Dans les années 1940 cette localité comptait moins de 10 h/km² (8,14). Sa population a presque triplé en 10 ans (de 1955 à 1965), passant de 7900 habitants en 1955 à environ 24 000 habitants en 1965 soit un taux d'accroissement annuel de 11,75%. Pendant cette même période, la population de Bocanda est passée de 47 000 à 59 000 habitants ce qui correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 2,29%. Cela montre d'une part, que l'émigration a ralenti la croissance démographique de Bocanda et d'autre part, que l'émigration a contribué à augmenter de façon significative la population de Daoukro. Ce mouvement s'est très vite confronté à l'étranglement de la forêt et des terres adaptées à la culture du café et du cacao d'où l'abandon de ces directions.

La deuxième phase de l'émigration des populations de Bocanda est de loin la plus importante. A ce niveau, on observe aussi deux étapes : Il y a tout d'abord une "ré-émigration" La ré-émigration concerne des personnes qui ont connu un premier déplacement vers Daoukro, Ouellé, Kouadioblékro ou Abehanou et qui, à cause de l'épuisement de la réserve forestière se sont tournées vers le Centre-ouest ou le Sud-ouest de la Côte d'Ivoire. La situation de ses émigrés est particulière ; ils sont à cheval sur trois localités, village d'origine, hameaux de culture de la première émigration et hameaux de culture de la deuxième émigration. Pour les uns, il s'agit de perpétuer leur richesse tirée du café ou du cacao. Pour les autres, l'émigration est le seul moyen de réaliser leur vieux et constant rêve de devenir un jour propriétaire d'exploitation. La plupart de ses villageois commencent comme aides familiaux, manœuvres ou métayers en attendant de réunir les moyens d'acheter une portion de terre. Ces derniers ont une distribution spatiale plus diffuse ; certains ayant consacré beaucoup de temps auprès de leurs patrons empruntent une émigration définitive plus récente. Ils ont pris la direction des fronts pionniers. D'autres ont obtenu des terres auprès de leurs patrons ou parents ; ils sont dans ce cas restés dans les zones d'accueil intermédiaires.

La deuxième étape de cette émigration concerne la direction village natal- nouveaux fronts pionniers. Elle est la voie empruntée par des personnes ayant ou non dans leurs villages d'origine des exploitations et qui sont allés s'installer à Soubré, Sans Pedro, Gagnoa, Issia ou Saïoua...

Cette forme d'émigration a une ampleur moins importante que la première car les villageois n'ont pas suffisamment de moyens pour acquérir la terre dont les coûts sont très élevés. Mais les conséquences sont les mêmes. Les villages se vident de leurs bras valides et la pauvreté s'installe partout.

La course effrénée à la conquête des terres de la forêt de l'Ouest ivoirien s'est ainsi engagée et a atteint son paroxysme autour des années 1970. Il est aujourd'hui difficile de déterminer avec précision le nombre de ressortissant de Bocanda dans les autres régions du pays. Cette émigration constitue une crise démographique pour le département car ses conséquences sont nombreuses.

La dernière étape du mouvement de population dans le département est celui qui consacre la reprise de la croissance démographique.

La période de reprise de la croissance démographique intervient à partir de 1990.

Quelques éléments essentiels expliquent la reprise de la croissance démographique :

- Le vieillissement de l'émigré

Les premiers émigrés vers les forêts de l'Ouest de la Côte d'Ivoire ont aujourd'hui un âge moyen supérieur à 70 ans. A cet âge, le vieux planteur revient chez lui soit pour assumer les responsabilités familiales ou communautaires quand la tradition l'oblige, soit volontairement pour s'installer définitivement chez lui. Dans les deux cas, sa plantation est confiée à ses enfants. Les émigrés de retour arrivent souvent avec leurs femmes et quelques enfants qui doivent faire les champs pour leurs parents devenus vieux et inactifs. Les enfants ne restent pas assez longtemps dans les villages, mais la présence de leurs vieux parents les oblige à revenir de temps en temps dans les villages d'origine de leurs parents surtout pendant les périodes des travaux champêtres. Ils contribuent de ce fait à augmenter la population de façon périodique.

- L'épuisement de la réserve forestière

De 12 millions de forêt à la veille de l'indépendance, la Cote d'Ivoire n'en compte plus que moins de 3 millions. Les forêts classées ont même été investies par des paysans clandestins. Il n'existe donc plus de forêts vierges pour de nouvelles plantations.

Les conflits fonciers, les difficultés à trouver un emploi urbain et l'engouement de plus en plus croissant pour l'hévéaculture sont les déterminants de la rareté des terres pour l'agriculture de plantation. La tendance actuelle est plutôt un retour à la jachère des zones de vieilles plantations (Sinfra, Saioua, Buyo, Oumé, Daloa, Daoukro, Bongouanou, Tassages et ouélé).

La tendance à la reprise de la croissance démographique a continué jusqu'en 2002. L'année 2002 marque un tournant décisif dans la vie de la nation ivoirienne. En effet, en 2002 intervient la crise politique sociale et militaire. Cette crise a engendré un retour massif des populations émigrées vers leurs origines. Cette crise a eu également un effet psychologique important ; il s'exprime en termes d'éveil des sentiments identitaires. Des

planteurs Baoulé ont abandonné hameaux de culture et plantations pour regagner leurs villages du Centre.

On peut le constater, la reprise de la croissance démographiques n'est pas le résultat d'un gain de dynamisme de l'économie du département. Elle intervient plutôt dans un contexte de crise. Crise politique, sociale, foncière et crise économique.

L'émigration est la caractéristique majeure de la population de Bocanda. C'est une population qui subit des variations selon que les conditions sont réunies ou non pour l'émigration. Et cette situation a une nette répercussion sur l'économie du département.

► Composition de la population selon le genre

L'analyse de la composition de la population selon le genre fait apparaître en déficit des hommes au profit des femmes.

L'émigration touche aux deux sexes (hommes et femmes). Cependant l'émigration de la main d'œuvre agricole vers le massif forestier de l'Ouest a concerné beaucoup plus les hommes que les femmes. La spécificité du travail agricole en Afrique fait que les hommes émigrés sont plus nombreux que les femmes. Ce sont les hommes qui vont à la recherche de terre. Ils s'installent avant d'envoyer femmes et enfants. Par ailleurs, un propriétaire d'exploitation a toujours besoin d'un nombre plus important d'hommes manœuvres ou aides familiaux que de femmes généralement réservées au ramassage des cabosses de cacao, à la cueillette du café et aux activités ménagères. Les jeunes filles se tournent de préférence vers les centres urbains. De ce fait, l'impacte de l'émigration sur la composition de la population est très énorme. Le rapport de masculinité donne une moyenne de 89,3 %. Le déficit d'hommes est même très prononcé dans certains villages : Kouadio N'drikro (46,5), Bellakro (53,5). Ces villages dont les hommes sont partis rencontrent des difficultés de production agricole, un grand nombre de femmes lient leur état de pauvreté à leur incapacité d'entretenir un champ. Cela signifie que l'émigration a changé le mode de vie et le comportement des populations ; ce sont les femmes qui très souvent se substituent aux hommes.

► Emigration et composition de la population selon l'âge

La principale activité économique du milieu rural à Bocanda est l'agriculture. C'est une agriculture ni motorisée ni modernisée se pratiquant avec des instruments aratoires archaïques et exigeant une force physique considérable. Le travail agricole doit exclure de ce fait les enfants et les personnes âgées. C'est donc la population active qui conditionne le développement économique et social. C'est pourtant cette frange de la population qui est encline à l'émigration.

On constate une prédominance des enfants en âge de scolarité primaire. Les enfants de 5 à 14 ans représentent une proportion de 33%.

Quand on avance l'âge jusqu'à la fin du cycle secondaire, c'est près de la moitié de la population soit 49 %. Cette situation trouve son explication par l'envoi des enfants des émigrés dans leurs villages d'origine pour l'école primaire. D'abord l'école primaire et ensuite le collège et le lycée en milieu urbain. Quant à la tranche d'âge des actifs (20 à 64 ans) elle représente 38,51% de la population totale. C'est cette tranche d'âge qui est sujette à l'émigration. Elle subit une variation selon les périodes de l'année et selon la conjoncture économique nationale et internationale. Pendant la période des travaux agricoles (Juillet à janvier) dans les plantations cacaoyères de l'Ouest, Sud-ouest, Centre-ouest, cette population diminue fortement à cause du phénomène de 6 mois (contrat de travail agricole d'une durée de 6 mois). De même, s'il y a une tranquillité relative nationale ou une embellie des prix des matières premières, c'est cette tranche de population qui s'étiolle à Bocanda. Cette instabilité rend difficile les prévisions de développement.

La population des vieux (65 ans et plus) représente environ 6,14 %. Ce taux relativement élevé se justifie par le fait qu'à Bocanda, les départs sont définitifs et les retours même faiblement assurés sont le fait de vieux.

La population de Bocanda se caractérise ainsi par trois éléments essentiels ;

- Une extrême jeunesse qui s'explique par l'envoi des enfants des émigrés dans leurs villages d'origine pour l'école primaire et secondaire.
- Une féminisation de la population due au départ des hommes et un nombre élevé de veuves.
- Un taux de vieillissement relativement élevé à cause du départ des jeunes et le retour des vieux.

Cela est en soi une crise démographique qui entame le processus de développement dans le département. Les enfants, les femmes et les personnes âgées ne représentent pas une main d'œuvre capable de développer l'agriculture d'où les difficultés économiques car le taux de dépendance est très élevé. Le taux de dépendance ajouté au rapport de masculinité devient un terrain fertile pour la pauvreté.

I-3 Crise de sous production en milieu rural.

Bocanda était un centre économique dynamique grâce à la culture du café et du cacao. L'agriculture de plantation a servi de fondation à la croissance économique dans ce département. Aujourd'hui l'agriculture n'est plus qu'un simple moyen de subsistance ; l'agriculture en tant qu'activité économique n'est plus importante. Plus de 90 % des superficies cultivées concernent les cultures vivrières.

Tableau 1 : Superficie en culture principale

Cultures	Superficie (ha)	Pourcentage (%)
Igname	609	37,11
Riz pluvial	387	23,58
Caféier	96	5,85
Banane plantain	60	3,66
Cacaoyer	58	3,53
maïs	31	1,89
Total principales cultures	1249	75,62
Autres cultures	400	24,38
TOTAL	1641	100

Source : recensement national de l'agriculteur, ministère de l'agriculture 2004

L'igname est la culture principale. Elle est suivie du riz pluvial. Ces deux produits occupent 60% des superficies développées.

L'igname, le riz pluvial ou le maïs sont cultivés pour la consommation. C'est le surplus qui est quelque fois commercialisé sur les marchés des villages centres ou à Bocanda.

L'igname qui fait partie de la culture sociale des populations parvient difficilement à couvrir les besoins. La fête des ignames qui était une des institutions a perdue toute solennité. Seules quelques cérémonies sacrificielles de ceux qui conservent encore la tradition symbolisent chaque année le jour de la célébration de la nouvelle igname. Quand aux cultures de rente, notamment le café et le cacao les populations leurs consacrent moins de 10% des superficies cultivées. Cette proportion semble logique au regard des nouvelles aptitudes pédologiques du département. Mais à l'analyse, l'émigration des populations sous-tend ce manque d'engouement pour le cacao et surtout le café qui se développe bien dans cette région.

L'agriculture marchande est quasiment absente dans ce département. Certaines personnes se tournent toujours vers la cueillette pour répondre à leurs besoins de moyens financiers. Les feuilles d'attiéké (*thaumatococcus daniellii*) sont quelquefois commercialisées par les femmes et les enfants sur le marché de Bocanda ou les marchés ruraux. L'agriculture à Bocanda n'arrive pas à répondre aux besoins de développement du département. Elle couvre à peine l'alimentation des populations. Elle n'est plus une activité économique rentable.

Les populations se sont tournées vers l'émigration pour la culture du cacao là où le sol est adapté.

Les flux financiers de retour n'arrivent jamais à compenser les départs, d'où la pauvreté croissante dans les villages.

En milieu rural, il n'y a pas que l'agriculture ; d'autres activités permettent aux villageois de survenir à leurs besoins. C'est le cas de la chasse et de l'élevage.

► La chasse

La situation de la chasse est assez ambiguë en Côte d'Ivoire. En effet, des tonnes de gibiers sont déversées chaque année sur le marché de Bocanda ou ceux d'Abidjan. Pourtant la chasse n'est pas reconnue comme une activité légale. Pis, elle est interdite depuis le 1^{er} janvier 1974. La chasse est interdite alors que la consommation du produit de la chasse ne l'est pas. Tout le monde – y compris le législateur – mange la viande de brousse (la viande des animaux sauvages tués à la chasse ou capturés aux pièges est appelée viande de brousse pour marquer la différence avec la viande de l'élevage) sans être inquiété. La vente de gibiers constitue une source de revenu importante pour des familles. L'Agouti est par exemple l'animal le plus prisé à Bocanda. Le marché de Dimbokro (capitale régionale) est la destination privilégiée des vendeurs de gibiers.



Photo 2 : Du gibier exposé sur les tables des vendeuses de la ville de Dimbokro

Une gamme variée d'animaux (agouti, biche, gazelle) sont proposés chaque jours sur ces tables. Les femmes propriétaires de ses tables font de la vente de gibier leur activité principale. Dans certaines familles la chasse est une institution. On parle par exemple de (konienfouè) ou chasseurs. Ce sont des familles ayant une longue tradition de chasse. Bocanda est une zone importante de vente de gibier. La chasse telle que pratiquée en Côte d'Ivoire ne profite en réalité à personne ; Il est vrai que certains chefs de famille ont pour ressource principale la chasse, mais la chasse reste une activité interdite et les chasseurs s'exposent à des sanctions prévues par la loi. L'Etat, comme pris à son propre piège n'y gagne rien.

Les agents des eaux et forêts avouent leur incapacité à faire face aux chasseurs clandestins car ils manquent de moyens logistiques.

La production animale est aussi une activité non négligeable dans le département.

► La production animale

Pour certains auteurs, les populations de Bocanda n’ont pas une tradition d’éleveurs. On ne peut certes pas comparer l’élevage de ce département à celui qui se fait dans le Nord de la Côte d’Ivoire ou dans les pays sahéliens, mais l’élevage fait partie des activités traditionnelles des Baoulé Agba. Dans la quasi totalité des foyers, on constate qu’il y a quelques bêtes attachées dans la basse cour.



Photo 3 : Quelques moutons attachés dans la cour, témoin du caractère familial de l’élevage

Cet élevage domestique répond à une double nécessité : l’animale élevé permet de faire les sacrifices traditionnelles et autres cérémonies coutumières (dote, fête traditionnelle, funérailles).

L’animale se vend quand c’est nécessaire pour faire face à des dépenses comme la scolarité des enfants, la santé et les voyages.

Cet élevage même domestique accorde une place importante au marché. Pour s’en convaincre, il suffit de voir l’effectif assez important de porcins (31,81%). Le porc ne s’utilise jamais pour des sacrifices. L’élevage porcin n’obéit qu’à la vente et à la consommation.

Tableau 2 : Effectif du cheptel à Bocanda (2004)

Type d’animaux	effectif	%
Bovins	451	2,53
Caprin	3505	19 ,65
Ovin	8215	46,1
Porcin	5680	31,8
Total	17851	100

Source : recensement national de l’agriculteur, ministère de l’agriculture 2004

L'une des activités les plus activés en milieu rural dans le département de Bocanda est la poterie.

► La poterie

La poterie est une activité féminine dans la tradition Baoulé.

Les potières sont disséminées dans tous les villages. Leurs productions sont consommées sur place dans les villages. Les produits de la poterie très concurrencés par les articles industriels demeurent cependant très privés. La poterie était dans le temps ancien, un art qui se transmettait aux descendants. La scolarité, l'exode rural et l'émigration des jeunes filles ne favorisent plus cette transmission. Dans certains villages on ne compte plus de potières. D'autres conservent encore cet art à travers quelques femmes âgées.



Photo 4 : Les produits des potières, ces femmes qui ont " la main intelligente"

La forme qu'on donne aux pots dépend de son usage. Les pots qui servent à la cuisson des soupes ont une forme plus large et sont très peu profonds avec une plus grande ouverture. Ceux qui servent à l'extraction du vin de palme sont plus hauts et ont une petite forme arrondie vers le bas (tomoua, appellation en langue locale).

La poterie est considérée comme une activité traditionnelle et elle est très peu valorisée. La relève n'est plus assurée au niveau des populations.

L'agriculture de Bocanda reste dominée par les cultures vivrières et elle est faite par les femmes et les personnes âgées. Le travail saisonnier ou 6 mois et le métayage ne permettent pas de développer une véritable agriculture de plantation. En effet, les manœuvres saisonniers ne reviennent que dans leurs villages d'origine qu'à partir du mois de Janvier. Ce mois correspond à la période de récolte des ignames. Ils y restent jusqu'en juin, ils n'ont donc que le temps du défrichage et du sarclage et du buttage. Le reste de travail d'entretien des champs est abandonné aux femmes et aux personnes âgées. L'élevage et la poterie n'arrivent pas à soutenir l'agriculture

pour dynamiser l'économie rurale. Elles sont restées dans leur état traditionnel.

En somme, le département de Bocanda n'échappe pas aux variations climatiques de ces dernières années ressenties dans tous les villages de la Côte d'Ivoire. Le milieu naturel subit une dégradation constante engendrant par endroit une crise écologie. Les populations ont eu recours à l'émigration comme réponse à la pauvreté rurale. Cette réponse ne semble cependant pas satisfaisante car les flux financiers n'ont jamais pu combler le déséquilibre démographique et économique créés par l'émigration. La situation économique n'est pas non plus reluisante ; l'agriculture vivrière est la plus importante dans le département. Le café et le cacao n'ont pas de substitut. Les projets d'hévéaculture et anacardier n'ont pas encore donné les résultats attendus.

La production animale et la poterie demeurent des activités traditionnelles ne pouvant pas apporter des revenus substantielles aux populations. Face à ces crises multiformes, que peut faire l'agence nationale d'appui au développement rural ? Ces crises constituent en elles-mêmes des facteurs limitant le bon encadrement des paysans. Cependant, elles n'épuisent pas la totalité des difficultés qui entravent l'encadrement des pays à Bocanda.

II/ : Difficultés de l'encadrement du monde rural

Le monde rural en Côte d'Ivoire est un espace hétérogène. Les analphabètes très peu réceptifs au changement qu'impose la modernité coexistent avec les déscolarisés et les fonctionnaires retraités ou en activité capables de s'approprier l'encadrement qu'on leur apporte. Les gros exploitants cohabitent avec les petits paysans. Contrairement aux grandes et moyennes exploitations pérennes du Sud-ouest, Ouest, Centre-ouest, il y a au Nord et au Centre de petites exploitations familiales faites pour la plupart de cultures vivrières de subsistance. A côté "des petits bourgeois" agricoles et ruraux, il y a de véritables indigents. Comment optimiser dans un tel contexte, l'encadrement de l'Etat ? Les stratégies, missions et objectifs élaborés dans les bureaux feutrés se heurtent aux réalités dans les villages. La première et certainement l'une des plus désagréables est l'analphabétisme.

II-1 L'analphabétisme, une entrave au bon encadrement des paysans

La Côte d'Ivoire demeure l'un des pays dont le taux d'analphabétisme est élevé. En milieu rural, ce taux atteint parfois 95%. Dans le département de Bocanda, sur 7504 chefs de ménages, 6279 ne savent ni lire ni écrire soit 83,68 %. 2,61% sont alphabétisés. 9,14% ont un niveau primaire et 3,92% ont atteint le premier cycle du secondaire. Les chefs de

ménage, détenteurs du pouvoir de décision et souvent propriétaires terriens ne savent ni lire ni écrire dans leur grande majorité. Le changement de mentalité tant souhaité pour la modernisation de l'agriculture est dans ce cas difficile à s'opérer. 51,23% de la population agricole est aussi analphabète à Bocanda. Pour les personnes vivant de l'agriculture qui savent lire et écrire, 1,53% ont été alphabétisées, 25,57% ont le niveau primaire et seulement 4,09% ont pu atteindre le premier cycle de l'enseignement secondaire.

L'analphabétisme est souvent le prétexte pour éloigner les paysans des centres de décisions. La diffusion des résultats de la recherche rencontre des difficultés dans une population composée d'analphabètes.

II-2 L'insuffisante prise en compte des données climatiques dans l'encadrement des paysans

Comment introduire l'aspect climatique dans l'encadrement des paysans ? Cette interrogation ne semble pas trouver de réponses satisfaisantes au regard des calendriers culturels presque immuables des paysans.

A l'analyse des normales pluviométriques (moyennes des quantités de pluies effectuées pendant trente années consécutives), on se rend compte que les quantités de pluies ont diminué pendant les mois correspondant à la période de semis (selon les calendriers culturels traditionnels). Dans les pratiques culturelles traditionnelles, les mois de Mai, Juin et Juillet sont des mois cruciaux ; c'est pendant cette période que l'igname est mise en terre. Ces mois correspondent aussi à la période germinative de certaines céréales. En somme, les quantités de pluie sont devenues faibles pendant les grandes saisons des pluies. Par ailleurs, la grande saison sèche qui débute en novembre est devenue plus sèche. Les facteurs climatiques sont perçus par l'ANADER comme un déterminisme inexorable. L'encadrement ne prend pas en compte les réajustements possibles entre période de semis et variations climatiques. Les paysans sont abandonnés à leur pratique archaïque et infructueuse. En réalité, c'est le manque de collaboration franche entre les structures de l'Etat qui est la difficulté majeure. En effet la SODEXAM, structure chargée de produire les données météorologiques n'est pas accessible aux paysans. L'ANADER qui devait être l'interface entre la SODEXAM et les paysans ne diffuse pas les données produites par la SODEXAM. Chacune de ses structures semble garder jalousement ses données statistiques. Cette cloison entre les structures est préjudiciable aux paysans.

L'introduction des techniques culturelles, et des nouvelles variétés semencières n'est pas suffisante pour réduire la pauvreté des populations agricoles. La technique de maîtrise de l'eau manque dans l'encadrement si bien qu'une abondance de pluie est synonyme de mauvaise récolte ; Un

manque de pluie est aussi un danger pour les récoltes. Une bonne récolte est plus l'effet du hasard qu'une action préméditée.

Comment prendre en compte la variable climatique dans les modules de formation et d'encadrement des paysans pour garantir de bonne production sur une période relativement longue? Le déterminisme climatique rend donc incertain le bon encadrement des populations rurales et agricoles.

Cette incertitude est renforcée par la conception du développement rural.

II-3 Les conceptions du développement rural et de l'agriculture facteurs limitant du bon encadrement des paysans

On observe trois conceptions du développement qui sont difficilement conciliables.

D'abord le développement rural selon les personnes âgées. Le passé est pris comme modèle idéal. Le passé était une période où il y avait beaucoup d'habitants dans les villages, de gibiers (savane et lambeaux de forêt étaient giboyeux). Les danses et les fêtes traditionnelles de réjouissance avaient cours. Le respect des personnes âgées était exigé en règle d'or. Il y avait une bonne pluviométrie engendrant de bonnes récoltes. Les décès, pensent-elles étaient assez rares et le respect des us et coutumes procurait fécondité et richesse. « Le soleil des indépendances » est perçu comme la rupture entre le passé et un présent fait de non respect des personnes âgées, du culte de l'argent et l'adoption du mode de vie occidentale comme modèle. Dans cette vision, sans toutefois croire à une possibilité de retour aux habitudes du passés, le développement commencerait par le respect des valeurs caractéristiques du Baoulé Agba. Ensuite pour les jeunes, il n'y a pas de doute, le développement est assimilable au mode de vie urbain. Un village est développé s'il ressemble à un milieu urbain avec tout ce que la ville possède d'idyllique. L'adoption du mode de vie occidentale tranche avec la vision des anciens. C'est cette poussée vers la modernité qui engendre l'exode rural et l'émigration pour espérer avoir les moyens financiers et parvenir à cette fin. Les représentations sociales du développement rural dépendent donc de la tranche d'âge dans laquelle on se situe.

Pour les pouvoirs publics en fin, il est clair que le développement rural procède de la modernisation progressive des villages. Aussi, la présence de l'administration, les écoles, les centres de santé, l'habitat rural amélioré, l'eau potable, l'électricité sont-ils les symboles ou les instruments de développement. Il est question de faire entrer la modernité dans les habitudes (M. ZADI KESSY 2004). Cette conception se traduit dans les faits par la mise en place d'infrastructures dans les villages, la création des sociétés

d'Etat, l'érection de nombreuses localités rurales en sous-préfectures pour impulser le processus d'urbanisation entendu comme la marque du développement rural. L'Etat est ainsi l'acteur principal du processus du développement rural en Côte d'Ivoire à travers une politique de planification du développement.

Tenir compte de toutes ces diversités conceptuelles appelle à intégrer dans l'encadrement les variables sociales, sociétales et culturelles. Les différentes conceptions sont en réalité les attentes exprimées. Les données techniques de l'encadrement, c'est-à-dire comment cultiver une plante, comment l'entretenir ne suffisent pas pour parvenir à la promotion d'une paysannerie modernes. L'aide à la promotion des OPA participe de cette option technique de l'encadrement qui ne tient pas suffisamment compte des besoins de chaque tranche de la population. Les villageois ne sont pas intégrés dans la prise de décision. Généralement mis devant le fait accompli, ils s'inscrivent pour les projets mais ils ne vont jamais jusqu'au bout de sa réalisation.

Quant à l'agriculture, elle est perçue comme une activité salissante très peu rémunératrice et réservée aux villageois (dans l'imagerie populaire, le terme villageois a une connotation dépréciative. Il désigne l'attardé, par opposition au citadin évolué). Le paysan ivoirien à toujours un complexe d'infériorité face aux fonctionnaires. Les modèles de réussite sociale se trouvent dans les zones urbaines. Dans un tel contexte d'encadrement est reçu comme une politique visant à maintenir le villageois dans son environnement et la pauvreté rurale. Pour l'Etat, l'agriculture est retenue comme l'élément moteur du développement rural. Dans cette perspective, l'encadrement vise à améliorer les conditions de vie et du travail des paysans en augmentant les revenus. En somme, il s'agit pour l'Etat d'augmenter le nombre de producteurs en faisant en sorte que le métier d'agriculteur devienne suffisamment attractif pour retenir les paysans dans les villages et en particulier les jeunes. L'agriculture doit fournir aux jeunes des perspectives de promotion économique et sociale afin de freiner l'exode rural.

Ces objectifs ne seront pas suffisamment bien perçus par les paysans et l'encadrement en pâti énormément.

II-4 Les moyens financiers et l'accessibilité des villages

L'une des difficultés les plus cruciales en Côte d'Ivoire est l'insuffisance de moyens financier pour remplir correctement les missions des structures créées par l'Etat. Aucune structure ne semble avoir les moyens suffisants pour mener à bien ses missions. L'ANADER n'échappe pas à cette caractéristique commune. L'encadrement est donc très lâche et certains villages ne reçoivent pas d'encadrement.

L'encadrement est aussi rendu difficile par l'inaccessibilité de nombreux villages. Les voies d'accès de certains villages ne sont pas praticables en toute saison. Cette situation combinée au manque de moyens financiers rend difficile le constat des villageois avec les structures chargées de les encadrer.

II-5 L'encadrement de l'ANADER à l'épreuve des difficiles conditions de vie des paysans

L'encadrement du monde rural apparaît comme un cercle vicieux. Sans être encadrés par les structures créées à cette fin, il serait difficile pour les paysans d'améliorer leurs productions et leurs conditions de vie. Par ailleurs, la trop grande pauvreté des paysans fait qu'ils ne peuvent pas toujours s'offrir les conditions d'un bon encadrement. En effet, les semences, les déplacements des paysans, la modernisation et l'extension des exploitations demandent des moyens financiers que les paysans ne possèdent pas.

L'utilisation des outils modernes est hors de portée des paysans. A Bocanda, les travaux agricoles restent faiblement mécanisés (moins de 1%). Le travail agricole est fait selon l'héritage des ancêtres. 62,88% des parcelles est consacrée au travail manuel. L'essentiel des instruments aratoires est archaïque (machettes, houes ...).

L'ANADER dans son approche participative, procède d'abord par le diagnostic du milieu. On constate bien souvent que cette analyse relève des actions prioritaires qui ne font pas partie du domaine de compétence de l'ANADER. Dans ce cas, elle fait appel à la structure concernée. La coordination des actions entre structures n'est pas toujours bien assurée. Les paysans s'abandonnent alors à leurs pratiques habituelles avec les résultats et les conditions de vie habituelles. Le mode d'exploitation demeure le même ; la culture extensive utilisant le feu comme moyen pour préparer le sol à la culture. Certes, les paysans ne sont pas insensibles à des perspectives de revenus plus élevés, mais leurs conditions de vie les obligent à s'abandonner à leurs pratiques ancestrales.

Bocanda est un exemple exact de cette réalité rurale.

Les tableaux suivants donnent un aperçu général des conditions de vie des paysans.

Tableau 3 : Principaux matériaux de construction utilisés pour l'habitat à Bocanda

Département	Banco		Brique ciment		Brique en terre		Brique géo béton	Autres
	Ménages	%	Ménages	%	Ménages	%	Ménages	Ménages
Bocanda	3211	42,79	1874	24,97	1530	20,39	346	543

Source : recensement national de l'agriculteur, ministère de l'agriculture 2004

Les principaux matériaux de construction utilisés sont le banco (42,78%), les briques ciment (24,97%) et les briques en terre (20,39%). Le pourcentage relativement élevé de logement en briques ciment s'explique par l'apport très important des émigrés dans l'amélioration des logements ruraux. Malgré cet apport, l'habitat traduit encore la pauvreté à Bocanda.

Les sources d'énergie pour l'éclairage et pour la cuisine sont aussi des indicateurs de ces difficiles conditions de vie des ruraux.

Tableau 4 : Conditions de vie des ruraux : sources d'énergie pour l'éclairage

Département	Réseau électrique		Lampes à pétrole	
	Ménages	%	Ménages	%
Bocanda	1431	19,07	6073	80,93

Source : recensement national de l'agriculteur, ministère de l'agriculture 2004

Moins de 20% des populations sont connectés au réseau électrique national. L'essentiel de l'éclairage se fait par les lampes à pétrole. Ces lampes sont de plus en plus remplacées par des lampes à pile et des torches à pile et à batterie rechargeable.

Pour la cuisine, 98% des populations rurales ont recours aux bois de chauffe. Le gaz butane est inconnu des ruraux.

Tableau 5 : principale source d'énergie pour la cuisine

Département	Bois de chauffe	%	Charbon	%	Gaz butane	%	autres	%	Total
Bocanda	7356	98,03	49	0,65	00	0,00	99	1,12	7504

Source : recensement national de l'agriculteur, ministère de l'agriculture 2004

A Bocanda, on est à un stade de ruralité qui ne laisse apparaître aucune évolution dans les habitudes. Et cela est d'autant plus plausible que l'eau est quelque fois source de maladies ; les principales sources d'approvisionnement sont les marigots, les puits traditionnels et les puits avec pompe.

Tableau 6 : principale source d'approvisionnement en eau

Département	Puits avec pompes		Adduction d'eau		Puits traditionnels		Bonne fontaine		Autres
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Bocanda	5078	67,62	1935	25,79	246	3,28	49	0,65	196

Source : recensement national de l'agriculteur, ministère de l'agriculture 2004

Ces différentes statistiques montrent que pour les populations, la priorité n'est pas l'apprentissage de la culture ou la production des plantes qui sont déjà une habitude de leur culture sociale d'où le manque d'engouement et leur réticence.

On peut ainsi conclure que l'encadrement du monde rural se trouve confronté à de nombreuses difficultés en Côte d'Ivoire et notamment à

Bocanda. Analphabétisme, situation climatique incertaine, traditions et coutumes, conceptions différentes et quelquefois contradictoires de la nation de développement rural et le manque de moyens financiers sous des difficultés qui rendent difficiles l'encadrement des villageois. Cet encadrement s'imposant aux villageois compte tenu de l'hétérogénéité du monde rural, il est plus que nécessaire de trouver les méthodes de le rendre plus efficace.

III : quelques suggestions

III -1 Elargir le champ de compétence de l'ANADER (prendre en compte l'aspect social et culturel).

L'appui au développement rural doit se faire dans tous les domaines de la vie. Pour le moment, l'encadrement ne s'intéresse qu'à l'agriculture entendue dans son sens large (elle correspond à l'ensemble des travaux de la terre qui transforment le milieu naturel pour la production de végétaux et d'animaux utiles à l'homme). Le développement combine plusieurs aspects ; l'encadrement doit elle aussi s'intéresser outre l'agriculture, toutes les autres activités non agricoles en milieu rural. Il s'agit du tissage de bande de cotonnade, la sculpture, la poterie et la promotion des valeurs culturelles. Le système d'encadrement doit s'élargir et tenir compte de tous les éléments qui participent de la vie en milieu rural et susceptibles d'apporter le bien être aux villageois. L'un des éléments ignorés par l'ANADER est le tourisme en milieu rural. De nombreux villages ont des atouts (sites touristiques) qui valorisés peuvent apporter des revenus aux villageois. Mais ne sachant que faire de ces sites, les villageois les classent souvent dans le domaine du sacré. C'est par exemple le cas de Dida Moessou avec le « koin » lieu sacralisé, constitué de quelques rochers éparpillés, et d'un groupe de rochers juxtaposés les uns sur les autres dans une espèce de forêt claire, le tout forme une superficie d'environ 10 hectares. C'est un paysage atypique et pittoresque. Ces rochers sont adorés par des populations de plusieurs villages. On y vient de partout pour solliciter les faveurs des génies : fécondité, pluie, prospérité, bonne récolte, protection, réussite scolaire et professionnelle. La légende raconte qu'un village y a été enseveli. Ce sont des atouts que l'encadrement devait relever et mettre en valeur pour le développement de ces villages

III -2 Renforcer la collaboration entre les structures

L'ANADER n'est pas la seule structure qui s'intéresse au milieu rural. Il y a la SODEXAM le CNRA, le ministère de l'éducation nationale, les conseils généraux, l'OCPV et les mutuelles de développement des villages.

L'action prioritaire pour le ministère de l'Education nationale en collaboration avec l'ANADER est l'alphabétisation fonctionnelle de masse.

L'analphabétisme est un frein à toute action de développement et la grande pauvreté du milieu rural s'explique en partie par l'analphabétisme des paysans. Il est en effet difficile pour un analphabète de comprendre la logique des mutations qui s'opèrent et pouvoir en tirer profit. Ils sont réticents aux innovations et fidèles à leurs pratiques culturelles ancestrales souvent inconciliables avec les défis actuels. Il est nécessaire de coordonner les efforts et les moyens pour prendre en compte cet aspect important de l'action de développement dans les zones rurales. L'analphabétisme est aussi la raison qui explique les difficultés d'organisation des paysans en coopératives viables. Dans les villages qui ont essayé l'organisation coopérative, l'échec provient de la mauvaise gestion de quelques déscolarisés dirigeants les coopératives. Autour de deux ou trois déscolarisés choisis comme dirigeants, se trouvent une masse importante d'analphabètes. Les abus dans la gestion de ces dirigeants expliquent très souvent le découragement des paysans qui ont fini par se convaincre que la coopérative n'est pas possible dans les villages. La coopération entre structures doit aboutir à la diffusion des résultats de la recherche. Les données météorologiques nécessaires à la bonne récolte sont quasiment ignorées par les villageois même si la SODEXAM n'est pas implantée dans les villages, elle doit confier à l'ANADER la diffusion des données produites. Les mauvaises récoltes sont certes en partie dépendantes du climat mais aussi de l'ignorance qui maintient les villageois dans leurs pratiques traditionnelles. Pour parvenir à une bonne coopération entre structures, le diagnostic du milieu doit prendre en compte tout les composantes du milieu ; l'émigration étant une variable majeure des caractéristiques de la population de Bocanda, il serait vital d'associer les émigrés dans la définition des plans d'action de développement rural. La capacité financière des émigrés peut leur permettre d'investir dans leurs propres villages au lieu d'être à la recherche perpétuelle de nouvelles terres adaptées à la culture du cacao et du café. L'émigration de main d'œuvre agricole telle qu'elle se pratique dans le département de Bocanda ne profite pas aux villages de départ. Les émigrés n'ont pas une institution qui serait pour eux un cadre d'expression. Nous proposons à cet effet la création de la diaspora agricole du département pour permettre aux émigrés de prendre une part active dans le développement des villages. L'ANADER dans cette perspective jouera son rôle d'encadrement, de soutien et de formation pour tous les investisseurs dans le monde paysan.

III – 3 Donner à l'agriculture une autre image

A l'échelle mondiale, les pays développés sont les pays industrialisés et les pays à vocation agricole sont en voie de développement.

L'agriculture a pourtant montré sa capacité à développer un pays. L'agriculture a servi de fondement à la croissance économique de nombreux

pays. « Le miracle » ivoirien qui a suivi l'indépendance était le fruit de l'agriculture. La Côte d'Ivoire s'est construite à partir de l'agriculture. C'est la détérioration des termes de l'échange qui maintient les pays à vocation agricole dans la pauvreté. Il n'y a donc pas de doute, l'agriculture présente des caractéristiques faisant d'elle un instrument de développement du milieu rural.

III- 3-1 Faire de l'agriculture une activité économique attrayante

Cette ambition passe par la correction des images où les représentations sociales de l'agriculture. L'encadrement commence dans ce contexte par la sensibilisation ; il s'agit d'amener les villageois à considérer l'agriculteur comme un travailleur au même titre que les fonctionnaires. Selon la banque mondiale (rapport sur le développement dans le monde 2008), la baisse du taux de pauvreté (mesurer au seuil de un dollar par jour) dans les pays en développement qui est tombé de 28% en 1993 à 22% en 2002 tient essentiellement du recule de la pauvreté rurale (qui à baissé de 37 à 29 %). Selon la même source, une rapide croissance agricole s'accompagne toujours d'un important recul de la pauvreté rurale ; En Inde par suite d'innovation technologique (diffusion de variété à haute rendement, la croissance économique globale s'est accélérée. Il en est de même qu'en chine avec l'introduction du système de responsabilisation des ménages et de la libéralisation des marchés.

Ces exemples montrent que l'agriculture a une place essentielle dans le développement d'un pays et qu'elle n'est pas une activité réservée aux analphabètes et aux déscolarisés qui n'ont pu s'offrir un emploi urbain.

L'activité prioritaire pour l'ANADER consistera à faire comprendre aux paysans qu'ils sont des opérateurs économiques incontournables.

III -3-2 Mettre l'agriculture au service du développement

Cela passe par le renforcement des actifs dans les espaces ruraux.

L'une des actions prioritaires consiste à améliorer la productivité, la rentabilité et la viabilité de la petite agriculture (agriculture familiale). Pour y parvenir, on dispose de quelques instruments d'intervention :

- Renforcer l'encadrement des organisations des producteurs (coopératives des producteurs).
- Permettre aux paysans d'avoir accès aux résultats de la recherche scientifique et promouvoir l'innovation par le biais de la science et la technologie.
- Organiser et créer des marchés ruraux
- Subventionner certains produits pour garantir un prix incitateur dans les zones défavorisées comme le Centre et le Nord. Il peut s'agir du coton et de l'anacardier.

- Accroître la qualité et le volume des investissements publics dans le domaine de l'agriculture vivrière.

Il existe d'autres voies pour permettre à l'agriculture de réduire la pauvreté en milieu rural. Il s'agit d'introduire en milieu rural l'emploi salarié dans l'agriculture. La base de cette perspective sera l'existence d'un marché foncier profitable à l'investissement en zone rural. Les considérations coutumières empêchent l'éclosion d'une spéculation foncière pouvant permettre à ceux qui ont la capacité financière d'avoir la terre pour investir. Les marchés de baux en particulier peuvent accroître la productivité et aider les ménages ruraux à diversifier leurs sources de revenu.

L'accès à l'eau est aussi un des actifs importants dans cette politique.

L'eau est un facteur déterminant de la productivité des sols. Les variations climatiques rendant l'agriculture pluviales incertaines, il est nécessaire de développer des systèmes d'irrigation adaptés à l'environnement de Bocanda.

Conclusion

Bocanda, département situé au Centre de la Côte d'Ivoire a servi de cadre d'analyse des difficultés que rencontrent aujourd'hui de nombreux villages d'émigration parce que ce département résume parfaitement le problème de pauvreté et ses conséquences en milieu rural.

Le diagnostic du milieu a mis en évidence un milieu naturel en dégradation sous l'influence des variations climatiques et de l'action anthropique (feux de brousse notamment). En effet, les sols se sont appauvris et la végétation a subi une notable transformation. Pour répondre à cette crise écologique, la population a opté pour l'émigration. Elle espérait certainement que, les flux financiers de retour permettraient d'amoinrir la pauvreté dans les villages. C'est plutôt l'effet contraire qui s'est produit ; l'émigration a transformé la structure de la population. Les personnes âgées, les femmes et les enfants constituent l'essentiel de la population. L'agriculture, principale moteur du développement rural manque cruellement de main d'œuvre. Cela signifie que la crise est aussi d'ordre démographique et économique. Dans ce contexte de crise multiforme, l'agence nationale d'appui au développement rural n'arrive pas à apporter l'espoir de développement qui est sa mission car elle manque des moyens matériels et financiers.

Il est dans ce cas souhaitable de renforcer la collaboration entre les structures (encadrement et recherche) pour circonscrire tous les problèmes ruraux et apporter des réponses adéquates. L'agriculture doit être réorientée pour répondre au développement du milieu rural car elle est à Bocanda la principale activité rurale présentant des caractéristiques qui font d'elle un véritable instrument de développement rural.

References:

- ANADER (agence de Dimbokro). 2007. *Monographie du département de Dimbokro*. 71 pages.
- BAILLY (A.) and FRERRAS (R.). 2001. *Eléments d'épistémologie de la géographie*, Armand Colin, 192 pages
- BLANC PAMARD (C.). 1975. *Un jeu écologique différentiel : la communauté rurale du contact forêt - savane au fond du "V" baoulé*. EHESS-CNRS, 291 pages
- BODOUIN (R). 1966. *La structuration de l'encadrement agricole en Afrique noire francophone*, vol 6 p 777-786
- BREDELOUP (S.). 1989. *Rôle moteur du commerce dans une région de Côte d'Ivoire en déclin*. L'harmattan ,319 pages
- DAGROU (T.) et DJESSAN (A.). 2008. *Le foncier rural ivoirien en 100 questions et plus*. CERAP ,187 pages
- HOUHOUOT (A.), ATTA (K.L.), KOPY (A.). 1984. *De la savane à la forêt, étude des migrations de populations du centre Bandaman*. IGT-CRDI, 222 pages
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS).1998. *Recensement général de la population et de l'habitat*, tome 2. Abidjan, 122pages
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE (INS).1992 . *Recensement général de la population et de l'habitat 1988, répartition spatiale de la population et migration, analyse des résultats définitifs*, tome 2, volume 3 Abidjan, 201 pages
- LENA (P.). 1979. *Transformation de l'espace rural dans le front pionnier du sud ivoirien*. Centre ORSTOM de petit Bassam, 343 pages
- LESOURD (M.). 1982. *L'émigration baoulé vers le sud-ouest de la Côte d'Ivoire*. Thèse de 3^{ème} cycle Paris X, Institut de Géographie 2vol. 526pages
- LESOURD (M.). 1985. *Migration et développement rural en Côte d'Ivoire*. Cahier géographie de Rouen, no24, 98 pages
- LOUKOU (J.N.) and al. 1988. *En pays Baoulé*. Les nouvelles éditions africaines, 108 pages
- ZADY KESSY (M.). 2004. *Développement et gestion des communautés villageoises*. Eburnie, Abidjan ,189 pages.
- ZANOU (B.). Juin 1986. *Quelques questions de la migration en Côte d'Ivoire : synthèse des données disponibles*. Direction de la statistique, Abidjan ,63 pages